



Coe-Rexecode

Gfi - Journée de l'industrie

10 juillet 2008

L'industrie européenne au XXIème siècle, constats, enjeux et perspectives

Michel DIDIER

Directeur Général de Coe-Rexecode

Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers

Notre réunion d'aujourd'hui tombe à un moment particulièrement opportun. L'année 2008 est en effet une année charnière. Elle marque la fin d'un cycle d'expansion mondiale d'une vigueur exceptionnelle, dont l'industrie européenne a su largement tirer parti. Mais elle marque peut-être aussi la fin d'une époque d'accès facile aux ressources naturelles, et un changement d'orientation durable des prix des facteurs de production qui ne sont disponibles qu'en quantité limitée, métaux et surtout énergie.

Les temps qui s'annoncent présentent pour l'industrie européenne de nouveaux défis, mais aussi de nouvelles opportunités. Rappelons-nous que la grande révolution industrielle est née à la fin du XVIIIe siècle de l'épuisement de la source d'énergie de l'époque, qui était le charbon de bois, et de la nécessité d'aller chercher sous terre le minerai de charbon. Cela a donné l'essor de la machine à vapeur. Les entreprises industrielles européennes sauront une fois encore saisir les nouvelles opportunités, si toutefois nous savons collectivement créer, maintenir et renforcer un environnement économique, financier et réglementaire qui ne bride pas leurs initiatives et qui soit favorable à leur réussite.

Nous arrivons à la fin d'un cycle industriel. Le taux de croissance global de l'industrie européenne a commencé à fléchir et les indicateurs de conjoncture pointent désormais sur une période de récession industrielle aux Etats-Unis et sans doute aussi dans la zone euro, ainsi que sur un fort ralentissement des pays émergents.

Mais là n'est pas l'essentiel. Car des retournements de cycle, nous en avons déjà connus dans le passé. Les industries adaptent leurs capacités et leurs produits, et elles préparent ensuite le rebond d'activité.

Nous nous situons aujourd'hui dans une perspective de long terme.

1. Quelques constats : l'industrie européenne dans la compétition mondiale

Dans cette perspective, le premier constat est que l'industrie européenne s'est beaucoup transformée au fil des ans. On assiste actuellement à un double mouvement de l'industrie mondiale, avec une recomposition sectorielle et une recomposition géographique. De ces deux points de vue l'industrie européenne est largement partie prenante à la recomposition en cours.

Du point de vue sectoriel, certains points forts traditionnels de l'Europe ont été très directement concurrencés par les pays émergents et se sont déplacés vers ces zones. L'Europe conserve cependant toujours de nombreux points forts. Nos principaux avantages comparatifs se situent notamment dans les filières de la chimie et de la mécanique au sens large. Et en réalité, il y en a à peu près partout, y compris dans des domaines plus classiques comme la plasturgie ou l'habillement et même sur certains segments technologiques de secteurs considérés quelquefois comme des secteurs en perte de vitesse, comme les industries textiles par exemple.

La deuxième recomposition de l'industrie mondiale est géographique. Depuis une dizaine d'années, la production industrielle européenne a progressé sensiblement moins vite que celle des pays émergents, ce qui est normal. Mais elle fait aussi jeu égal depuis le début de la décennie avec l'industrie américaine et japonaise, ce que ne reflètent pas toujours les discours ambiants.

Nous sommes aujourd'hui placés devant une nouvelle problématique de la mondialisation et de ce point de vue, il faut distinguer la vision *top down* et la vision *bottom up*.

Vue d'en haut, c'est-à-dire des quartiers généraux des grands champions industriels européens, la mondialisation et l'accès à la croissance de continents nouveaux constituent une opportunité. Ils en sont conscients et ils annoncent que l'essentiel de leurs investissements futurs se feront là où sont la croissance et la nouvelle demande, c'est-à-dire

plutôt hors d'Europe, si l'on met à part le rattrapage à opérer (et d'ailleurs en cours) dans les nouveaux pays de l'Union européenne.

Vue d'en bas, c'est-à-dire par les salariés et les PME, la même réalité est souvent perçue comme une menace. Les nouveaux concurrents pratiquent en effet des salaires beaucoup plus bas. Ils acceptent de travailler plus, pour des rémunérations moindres et dans des conditions d'emploi moins coûteuses. Ils prennent donc des parts de marché, au point que certains se demandent si dans ce nouveau paysage mondial, l'Europe a toujours besoin d'une industrie.

Vous connaissez tous la théorie des trois secteurs de l'économie (agriculture, industrie, services) théorie popularisée par Colin Clarke puis par Jean Fourastié. Selon cette théorie, les économies nationales suivraient toutes des trajectoires similaires qui les conduiraient de l'agriculture à l'industrie, puis de l'industrie à la tertiarisation.

L'Europe étant une économie ancienne, elle verrait ainsi le poids de son industrie diminuer définitivement au profit des services. Les pays nouveaux verraient au contraire la part de leur industrie augmenter encore dans leur économie et aussi dans le monde.

L'observation attentive du passé fait en réalité apparaître quatre tendances de fond illustrées par quatre observations :

- Première observation : lorsqu'on regarde les données en valeurs, c'est-à-dire en euros, on constate que **la part de la valeur ajoutée créée par l'industrie dans le PIB européen a reculé depuis trois décennies**. Pour l'Union Européenne à 15, le poids de l'industrie dans la valeur ajoutée est passé de 25 % au début des années 1970 à 16,5 % en 2007. Il y a donc bien selon ce critère une baisse du poids de l'industrie dans l'économie.

- Deuxième observation : sur longue période, **la part de l'emploi industriel dans l'emploi total baisse**. Cette part est passée de 28 % en 1970 à 15 % en 2007. Il faut sans doute corriger la tendance par le fait que les entreprises industrielles ont externalisé certaines fonctions (nettoyage, comptabilité, etc.) qui continuent d'exister mais qui sont désormais classées dans les activités de services et plus dans les secteurs industriels. Mais le fait est là. Il y a bien aussi une baisse du poids de l'industrie dans l'économie selon le critère de l'emploi.

- Troisième observation : lorsqu'on raisonne en euros constants, donc **sur les données en volume, la baisse du poids de l'industrie est beaucoup plus limitée**. Il y a même eu une quasi-stabilisation de la part de l'industrie dans l'économie au cours des dix dernières années. Pour l'UE-15, la valeur ajoutée industrielle, en euros constants, c'est-à-dire en volume, a augmenté en moyenne de 2,1 % par an entre 1995 et 2007, à peine moins que le PIB qui mesure la valeur ajoutée totale de l'économie (2,3 %).

- Enfin, quatrième et dernière observation : **l'industrie dégage des gains de productivité du travail bien au-dessus de la moyenne de l'économie.** Pour l'UE à 15, la

tendance de long terme (1970-2007) est une croissance des gains de productivité de 3,4 % par an (en tendance moyenne) pour l'industrie manufacturière, contre 2,3 % pour l'ensemble de l'économie. Une accélération est même perceptible dans l'industrie depuis 2000, tandis qu'au contraire un net ralentissement a été observé pour le reste de l'économie.

Si on met maintenant ces quatre observations en perspectives, on peut résumer les mécanismes en combinant un taux de croissance industriel proche de la croissance globale et de forts gains de productivité. Il en résulte les conséquences suivantes :

1. les gains de productivité se traduisent par une forte baisse des prix relatifs des produits manufacturés qui à son tour explique en partie la contraction du poids de l'industrie en valeur. L'industrie rétrocède une large part de ses efforts de productivité à ses clients, et c'est la raison pour laquelle elle exerce un rôle moteur tout à fait central dans la croissance économique.

2. Les gains de productivité du travail élevés permettent de maintenir un rythme de croissance égal à celle du PIB tout en libérant de l'emploi pour les autres secteurs de l'économie. D'où la baisse de la part de l'emploi dans l'économie.

Il serait faux de parler aujourd'hui de désindustrialisation de l'Europe. Mais il est vrai que la menace existe et nous devons y faire face en maîtrisant les grands enjeux industriels de ce nouveau siècle. Ces enjeux, quels sont-ils ?

2. Les grands enjeux

Le premier enjeu est la démographie. En 2050, selon les projections de l'ONU, le monde comptera plus de 9 milliards d'habitants, contre 6,75 milliards en 2008. Ces nouveaux habitants de la planète voudront se loger, se divertir, communiquer, rouler en voiture. De 600 millions aujourd'hui, le parc automobile passera à près de 3 milliards. Cela ne sera possible que si les voitures de demain sont très différentes des voitures d'aujourd'hui. De grands changements se profilent.

Réfléchir à l'industrie européenne du XXIème siècle, c'est aussi imaginer les évolutions, voire les sauts technologiques futurs. C'est sans doute l'aspect le plus difficile. De nombreux produits qui nous sont si familiers aujourd'hui (téléphone portable, Internet) n'existaient pas il y a trente ans, alors qu'ils ont été au cœur de la révolution technologique des dernières années.

Voilà qui souligne le rôle de la **recherche et de l'innovation**. Les dépenses intérieures de R&D réalisées dans l'industrie dans l'ensemble de l'UE-27 représentent actuellement 167 milliards de dollars (à parité de pouvoir d'achat), contre 61,7 milliards en

Chine et 107,2 au Japon, mais 241 milliards pour les Etats-Unis. La part de l'UE-27 dans les brevets mondiaux est de 29 % (en 2005). Elle est légèrement inférieure à celle des Etats-Unis (31,4 %) et à celle du Japon (29,8 %). Nous pouvons donc progresser.

Avec la recherche et l'innovation, **la formation** est un autre enjeu essentiel pour l'avenir. D'ores et déjà les autorités allemandes tentent de bâtir un plan d'action pour surmonter le risque de pénurie d'ingénieurs. Mais pour mettre en œuvre des applications concrètes, il faut aussi d'excellents techniciens. Là aussi, les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle, en identifiant notamment les bonnes pratiques entre pays européens, et en orientant l'offre de formation dans un sens favorable aux besoins industriels.

Les industriels ont aussi besoin d'**un environnement monétaire et financier plus stable**. Les projets d'investissement nécessitent plusieurs années pour se mettre en place et ils portent ensuite leurs fruits sur une à deux décennies. Des variations importantes, notamment des taux de change, par rapport à l'hypothèse initiale, peuvent remettre complètement en cause la rentabilité des projets. Au-delà de certains seuils de change, certaines activités se déplacent ou disparaissent et elles ne se créeront plus sur le territoire européen, même si les conditions de change devaient s'améliorer.

Actuellement, le taux de change effectif du dollar est tombé à un niveau historiquement bas. Le yen a changé de régime. Après une longue période de hausse du taux de change effectif du yen (de l'indice 30 à l'indice 120 !), le yen s'est stabilisé puis il a nettement reculé et se maintient désormais à un très bas niveau.

L'anomalie la plus flagrante concerne le yuan chinois. A l'abri des variations cycliques grâce au contrôle des changes, le yuan a été très fortement déprécié à la fin des années 80 et au début des années 1990, avant l'ouverture commerciale. Il est légèrement remonté depuis 2004 mais cette remontée à partir d'un point très bas reste extrêmement modeste pour un pays en fort rattrapage de croissance. Elle s'effectue à un rythme bien inférieur à ce qui avait été observé au Japon jusqu'aux années 80. La Chine peut ainsi afficher une croissance économique très forte tout en accumulant des excédents commerciaux considérables, ce qui est la preuve même d'un taux de change artificiellement bas.

Si on se concentre sur la zone euro, **la hausse de l'euro** des années récentes est concomitante avec un afflux massif d'investissements de portefeuille vers la zone euro. Le problème est que les investissements directs, sources de capacités productives, sortent plutôt de la zone euro. En revanche, les investissements financiers de portefeuille entrent de plus en plus.

Ce que redoutent particulièrement les industriels, ce sont les « évolutions désordonnées » des monnaies, pour reprendre une des expressions favorites des communiqués du G7. Le problème est que l'on peut dire des taux de change ce que Marc

Twain disait du temps : « Tout le monde se plaint du temps mais personne ne fait rien pour l'améliorer ».

Au-delà de l'aspect monétaire, l'industrie du XXIème siècle devra être attentive à l'évolution du système financier. Il conviendra de pousser le système financier à s'orienter plus vers les risques industriels et peut-être un peu moins vers les risques strictement financiers. Ce que montre l'évolution récente. C'est que les déséquilibres qui résultent de spéculations financières excessives ne sont pas supportés seulement par les banques, mais qu'ils pénalisent aussi l'industrie.

La question du **marché du travail** est essentielle. Le sujet est désormais bien étudié et il est presque consensuel. On sait que les politiques restrictives du travail allongent les délais d'adaptation et ne protègent ni contre les évolutions nécessaires, ni même contre le sentiment d'insécurité des travailleurs, mais qu'elles pénalisent gravement la compétitivité industrielle.

L'industrie devra se préoccuper aussi du cadre fiscal dans lequel elle évolue. Les enjeux d'**harmonisation fiscale** sont importants pour elle au sein de l'espace européen. Les enjeux liés au poids de la fiscalité sont importants par rapport aux autres pays.

Enfin, je terminerai ces quelques réflexions par un aspect qui devient majeur, je veux parler de **l'environnement**.

C'est une question importante, mais c'est précisément parce qu'elle est importante qu'il faut la traiter correctement. Or il me semble qu'une certaine confusion existe dans les esprits.

Il y a en réalité deux sujets. Le sujet des pollutions locales qui doivent être traités au plan local, mais que l'on sait à peu près traiter. L'industrie européenne par exemple, l'industrie automobile mais pas seulement elle, a fait en la matière des progrès considérables. Et il y a un sujet global, qui est l'effet de serre, avec ses conséquences futures sur la planète, sujet qui doit être traité et ne peut être traité qu'au niveau mondial. Cela aurait peu de sens de vouloir traiter un sujet mondial par des mesures locales, même à l'échelle européenne. L'effet de mesures restrictives ou coûteuses localement serait très défavorable à la compétitivité et parfaitement inutile pour l'effet de serre mondial.

Le changement climatique est un bien public mondial. Si les politiques environnementales européennes restaient isolées, elles n'auraient pas d'impact important sur les conditions globales environnementales et cela serait une source d'affaiblissement de la

compétitivité de l'Europe comme lieu d'implantation des activités industrielles (ce qui limiterait de surcroît les ressources disponibles pour l'environnement).

Ces dernières années, les questions environnementales ont été placées au cœur des préoccupations sociétales et politiques, notamment en Europe. S'agissant des émissions de gaz à effet de serre, l'Europe est déjà du côté des pays les plus avancés, comparativement à d'autres régions. En 2005, l'UE-27 représentait 12 % des émissions mondiales, moins que la Chine. Les émissions européennes ont été plus faibles en 2005 qu'en 1990, alors que l'on constate une forte augmentation dans les nouveaux pays émergents et aux Etats-Unis.

Les contraintes environnementales peuvent constituer une opportunité pour les entreprises européennes. Elles ouvrent de nouvelles technologies, sur lesquelles l'Europe doit bâtir un avantage comparatif afin de devenir un acteur mondial de référence. Dans un monde caractérisé par une relative rareté des matières premières, et donc des prix élevés, l'utilisation de technologies moins intensives en énergie peut devenir une source de compétitivité. L'industrie a un rôle majeur à jouer pour résoudre les défis environnementaux. Les pouvoirs publics doivent certes réglementer et imposer, c'est leur mission. Ils doivent aussi, en concertation avec les industriels, ouvrir la voie à un projet collectif pour l'industrie européenne, qui peut devenir un grand projet industriel pour le XXIème siècle.

Voilà quelques réflexions, certainement non exhaustives, sur les enjeux de la compétitivité industrielle européenne dans le monde de ce siècle.

Je ne voudrais pas terminer sans citer le chiffre clé qui éclaire toute la problématique de notre journée : **80 % des dépenses de recherche-développement privées en Europe sont le fait des entreprises industrielles**. Comment augmenter l'effort de Recherche de l'Europe si on ne s'appuie pas sur l'industrie ? Comment aller vers les objectifs de Lisbonne, concilier un haut niveau de protection sociale et la compétitivité, si on ne s'appuie pas sur l'industrie ?

Ce que nous rappelle ce chiffre, c'est que l'industrie est le générateur de progrès technique, de productivité et de croissance de l'ensemble de l'économie. C'est pourquoi l'Europe a besoin d'une industrie forte. C'est pourquoi l'industrie constitue bien une ambition pour l'Europe.